

La petite paysannerie au Portugal : à propos de l'"orthodoxie" marxiste

Noelle De Roo Lemos

Volume 2, numéro 2, 1978

Corps différents / Portugal Ojibwa / Homosexualité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/000882ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/000882ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lemos, N. D. R. (1978). La petite paysannerie au Portugal : à propos de l'"orthodoxie" marxiste. *Anthropologie et Sociétés*, 2(2), 5–21.
<https://doi.org/10.7202/000882ar>

LA PETITE PAYSANNERIE AU PORTUGAL à propos de "l'orthodoxie" marxiste

Noelle De Roo Lemos



L'analyse des tendances du mode de production capitaliste dans les pays sous-développés, des lois propres auxquelles obéit l'accumulation et des contradictions spécifiques qui s'y opèrent, a fait l'objet de nombreuses études (Benetti 1974, Gutelman 1974, Amin 1974). Jusqu'à aujourd'hui, peu d'études cependant s'interrogent sur le fait de savoir si, dans ces pays, le secteur agricole en particulier ne peut pas, lui aussi, obéir à des règles propres. La plupart des chercheurs, économistes, anthropologues ou autres qui s'intéressent au développement et à l'impact du capitalisme dans les sociétés paysannes se sont en effet attachés à démontrer l'importance croissante des formes capitalistes au détriment des anciennes formes de production. Or, malgré une phase d'intense activité théorique depuis les années soixante, on commence à peine à expliquer pourquoi, contrairement à certains arguments qui prévoyaient le développement du capitalisme dans l'agriculture des pays industrialisés, on assiste à une évolution plutôt paradoxale avec diminution du salariat agricole et concentration désespérément lente des exploitations. Il y a d'autant plus lieu, dans ce cas, de s'interroger sur la spécificité des tendances du mode de production capitaliste dans les pays sous-développés que, contrairement à ce qui se passe dans les pays industrialisés, la situation y est davantage paradoxale et que le monde paysan y constitue une part plus importante de la population¹.

En effet, ce que Lénine appelle la décomposition de la paysannerie, c'est-à-dire sa destruction et substitution par "des types de population rurale nouveaux qui constituent la base d'une société où dominent l'économie marchande et la production capitaliste" (Lénine 1899:181) ne se vérifie ni partout, ni toujours. On assiste plutôt, dans certains pays, au maintien d'importants secteurs d'agriculture de subsistance, où même les biens d'agriculteurs plus riches ont du mal à fructifier, où la richesse, donc, ne se mesure pas dans l'organisation de la production. Pareille situation entre en conflit avec l'idée que

...si dans nos campagnes, le capital ne pouvait créer que servitude et usure, les chiffres concernant la production ne feraient apparaître ni décomposition de la paysannerie ni formation d'une bourgeoisie paysanne et d'un prolétariat rural: ce serait impossible. Toute la paysannerie se ramènerait à un type assez uniforme d'agriculteurs

écrasés par la misère parmi lesquels seuls se détacheraient les usuriers et cela uniquement par l'importance de leur fortune en argent et non pas par l'importance de l'organisation de leur production agricole.

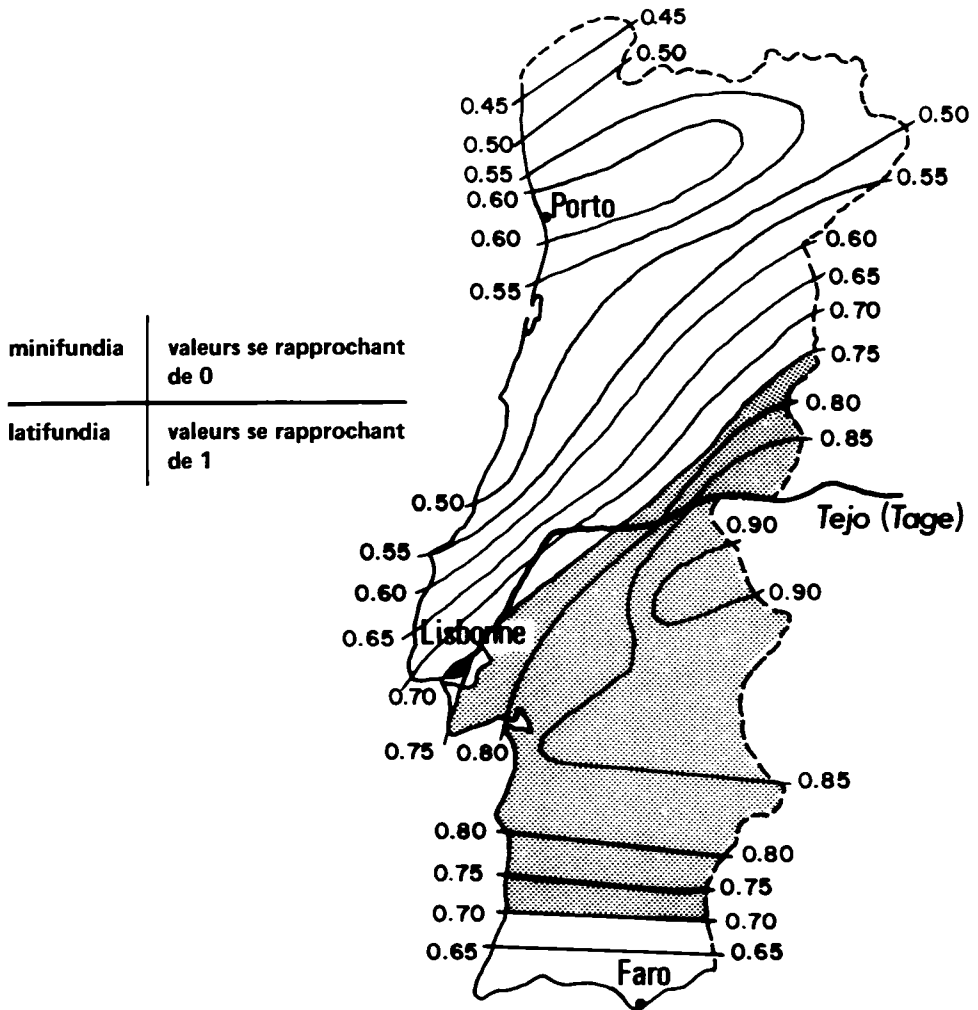
Lénine 1899:193

Dans leur précipitation à déceler tout indice de développement capitaliste agricole, de nombreux chercheurs, ayant poussé leurs recherches dans le sens d'une décomposition telle que celle définie par Lénine, ont alors ignoré ou minimisé l'importance de secteurs non capitalistes de production. Les plus conscients parmi ces chercheurs n'y ont vu, tout au plus, que le résultat d'une articulation avec le secteur capitaliste national. Au Portugal, Cunhall (1968), Almeida (1974), Bandarra (1976), Villaverde Cabral (1974) et d'autres spécialistes de la question agraire ont surestimé les possibilités de développement des rapports de production capitalistes au sein même de la sphère agricole en faisant beaucoup trop reposer la décomposition de la paysannerie sur le jeu des contradictions internes portugaises. En opposition à ces affirmations, une étude de terrain dans une communauté rurale du Nord de ce pays nous a amenée à reprendre l'analyse de la spécificité des contradictions auxquelles sont confrontés les agriculteurs, dans des secteurs de subsistance qui occupent une place prépondérante (voir carte).

Géographiquement concentrés dans les districts du Centre et du Nord (exception faite de l'étroite bande côtière qui fournit les marchés des villes et de quelques autres zones de production particulière, comme celle de la vigne), les secteurs de subsistance se caractérisent parce que nous appellerons une "petite paysannerie": petits ou moyens propriétaires, métayers et ouvriers agricoles, dont la majorité est cependant attachée à la terre autrement que par un salaire, mais que nous définirons surtout par opposition aux ouvriers agricoles du Sud latifundiaire (à l'exception de l'extrême sud)². Ils ne satisfont pas en général aux exigences de taille et/ou de rentabilité, ceci fait qu'ils n'obtiennent ni subsides ni garanties concernant les prix et l'écoulement de leurs marchandises. Ils ne peuvent donc faire concurrence à l'importation de produits de l'étranger, se voient dans l'incapacité de passer d'une économie de subsistance à une économie de marché, et, dans un contexte de stagnation générale, viennent en tête de ceux qui se trouvent entraînés dans un processus d'émigration qui, depuis des siècles, se dirige vers l'étranger.

Loin de minimiser les différences internes qui existent au sein de cette paysannerie, force nous a été de constater l'importance de rapports techniques ou sociaux témoignant du retard de sa décomposition, c'est-à-dire de la conversion de la paysannerie en bourgeoisie³. Si à cela nous ajoutons la spécificité – sur laquelle nous reviendrons plus loin – de la relation entre la production de ces rapports et un mode de production dominant basé sur la stagnation et les bénéfices dus à une abondante main-d'oeuvre en exode permanent, il nous était difficile de conclure à une simple exploitation de type moyenâgeux, avec pour seules conséquences logiques, la misère et l'émigration. Par la même occasion, il nous était difficile de voir dans cette

Degré de concentration de l'exploitation agricole au Portugal, 1963



Source: Castro Caldas 1963:157

Les chiffres sont calculés d'après l'indice de Gini (indice algébrique utilisé par les économistes ruraux pour déterminer des coefficients de concentration; variant entre 0 et 1, plus est grand le degré de concentration et plus il s'approche de 1).

petite paysannerie, un mode de production distinct ayant une autonomie propre: le rôle dévolu à ce que nous appellerons alors une forme de production en risque de faillite permanent, accompagné d'un exode perpétuel, devait nous éclairer sur sa forme de soumission à un mode de production dominant et sur la nature de ce dernier. C'est en effet dans l'espoir d'ajouter quelques éléments à l'analyse du processus mondial d'accumulation qu'il nous a fallu continuer la remise en question d'une "orthodoxie" non légitimée dans les cas où subsistent toujours certaines formes non capitalistes de production impliquant une émigration massive.

Cette analyse des contradictions spécifiques, envisagée surtout d'un point de vue épistémologique, exigerait une étude plus systématique du marxisme sur la question agraire. Or notre propos sera plus modeste: nous chercherons à savoir si, comme il est généralement admis, la propriété foncière est la forme universelle de la soumission au mode de production dominant. Ceci nous a amenée à nous concentrer sur la problématique de la rente foncière. Etant donné qu'elle exprime "certaines caractéristiques fondamentales du développement du capital dans l'agriculture et dans l'ensemble de la formation sociale" (Gutelman 1974:183), nous nous sommes interrogée sur l'ensemble des intérêts que la petite paysannerie doit satisfaire, soit sous des formes directes de rentes en nature ou en argent, soit sous des formes détournées, à seule fin de conserver ou d'acquérir sa terre. Pour que la question apparaisse dans toute sa profondeur, il a fallu déborder le cadre restreint de la communauté à laquelle nous nous étions d'abord consacrée, c'est-à-dire faire enquête à l'échelle sociétale et entreprendre une étude de type diachronique.

▣ Le Portugal, pays colonisé

"La décadence totale de l'agriculture a débuté avec les Conquêtes", écrivait-on au XVIII^e siècle, "ne faisant déjà en cela que suivre la pensée des économistes des années seize cents" (Godinho 1975:129). L'ère des découvertes maritimes et des Conquêtes a effectivement instauré au Portugal une formation economico-sociale particulièrement immobiliste, où la colonisation commerciale a conditionné, sinon remplacé, le développement du pays. L'apport continu de richesses, condition de la reproduction de cette formation, a permis aux classes dominantes de réaliser des profits importants sans souci d'investissement productif au pays même et de conserver, grâce à des réajustements constants, le contrôle politique et économique qu'a cherché en vain à accaparer une bourgeoisie aux desseins productifs⁴.

C'est ainsi qu'aux XV^e et XVI^e siècles, en l'absence d'une bourgeoisie commerçante pouvant se développer comme ailleurs, dans les interstices du système féodal, l'oligarchie foncière, commercante elle-même, n'encouragea pas la production agricole. Etant donné que les rentes perçues auprès des paysans ne constituaient pas la source principale de revenus, les seigneurs se

contentèrent de les toucher, leur principal souci étant de s'assurer la monopolisation commerciale des mers et de combattre tout concurrent susceptible de la menacer. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, tout en assurant le maintien de l'alliance oligarchie foncière-appareil d'Etat, de nouvelles richesses en provenance du Brésil empêchèrent la réalisation d'une révolution industrielle. Malgré des réformes indiscutables, on a surtout assisté à des réajustements partiels aboutissant au conservatisme de la société existante. S'appuyant sur une politique d'industrialisation, la bourgeoisie productive chercha en vain à profiter, pour percer, des périodes de récession auxquelles fut sujet le mercantilisme. Mais la stagnation agricole, la reprise des activités commerciales et leurs succès consécutifs freinèrent toute tentative de développement. La possibilité pour les classes dominantes d'avoir recours à de nouvelles sources de revenus, non inhérentes au développement du pays, a conditionné jusqu'à la forme d'implantation du capitalisme à partir du milieu du XIX^e siècle. Nous voyons actuellement les séquelles de cette politique où, face à des secteurs monopolistes de pointe très concentrés, végètent un arrière-pays arriéré et une petite bourgeoisie constamment menacée de faillite.

Seules, cependant, les contradictions nées de la reproduction de cette structure économique peuvent expliquer la raison pour laquelle les classes dominantes se sont contentées de recevoir tous ces bénéfices, sans jamais se risquer à les investir de manière productive dans leur propre pays. La possibilité de tout acheter à l'étranger n'ayant pas stimulé la production au Portugal, il s'ensuivit une dépendance croissante à l'égard des pays exportateurs. Le colonialisme, puis l'impérialisme britannique naissant ont, plus que les autres déterminé au Portugal un rapport d'extorsion qui, malgré les phases de réaction nationaliste de la bourgeoisie productive, caractérise encore l'absorption par des capitaux étrangers du marché portugais. Ce rapport d'extorsion étranger a déterminé, au Portugal, des rapports de production et des procès de travail qui, avec l'appui des classes dominantes, ont favorisé la stagnation de l'économie du pays. Cette situation représente la contradiction fondamentale de l'économie portugaise⁵.

Déjà en 1750 un observateur constate les effets du développement inégal:

...à partir du moment où les ports du Portugal s'ouvrent largement aux produits anglais, l'agriculture anglaise de même que celles de ses colonies s'épanouit alors que la portugaise dépérit.

Cortêsão cité par Godinho 1975:205

L'abondance de l'or du Brésil, tout en équilibrant de façon détournée les budgets nationaux déficitaires avec forte prédominance des importations, agit surtout comme facteur de développement de la production agricole et des activités des ports britanniques et américains. Les contradictions nées de cette situation font qu'en dehors de certaines industries subsidiaires de luxe et des vins de Porto auxquels les Anglais sont directement intéressés, l'économie végète. Tandis que, grâce au Brésil, la noblesse ne se prive de rien,

le reste de la population, sans travail, ou accablée de rentes, se voit contrainte à chercher dans l'émigration des conditions de vie meilleures. Le pays se vide. Réajustement destiné à atténuer la crise à l'intérieur du pays (famines, vagabondages), cette émigration est surtout facteur de stagnation: l'agriculture manque de bras, les manufactures déclinent, empêchant le développement de la bourgeoisie. Elle augmente la dépendance portugaise en faveur de l'expansion britannique et devient donc condition de la reproduction d'une contradiction fondamentale qui oppose le Portugal au colonialisme étranger.

La réaction libérale du début du XIX^e siècle sera une vaine tentative de la bourgeoisie pour prendre en main les destinées du pays et favoriser son développement industriel et agricole. Mais le choix, dû à l'intervention étrangère, d'une politique libre-échangiste et le caractère conservateur des réformes qui prendront place à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, permettront à l'industrie, principalement britannique, d'envahir le Portugal de ses produits. On retardera ainsi les possibilités de développement de l'industrie portugaise, freinant par la même occasion la formation d'un marché interne qui, à son tour, limitera l'expansion de l'agriculture. L'exode, qui jusque vers le milieu du siècle constituait principalement une émigration de colons, reprend de plus belle et redevient condition de la reproduction de l'ancienne contradiction fondamentale. Parallèlement à un secteur destiné à une production dont 50 à 60% est absorbé par la Grande-Bretagne, l'existence de tout un secteur de petite paysannerie, prétendument indépendante mais en risque permanent de faillite, commence alors à apparaître comme la solution idéale: elle garantit en effet une réserve de main-d'oeuvre, dont les avantages de mobilité sont énormes, non seulement pour les secteurs de production nationale (émigration saisonnière), mais surtout, pour l'équilibre des finances, par l'établissement d'une chaîne continue d'importants envois monétaires de la part des émigrants du Brésil. On constatera d'ailleurs "le contraste flagrant entre l'augmentation rapide du nombre de banques en province et le succès réduit des tentatives de développement antérieurement effectuées" (Pereira 1971:288).

Si, à l'intérieur du pays, cette émigration joue un rôle stabilisateur en absorbant le trop plein de main-d'oeuvre en chômage — conséquence de l'augmentation démographique — au Brésil, tandis que diminue le trafic négrier, l'immigration portugaise permet, avec d'autres immigrations, de faire face à l'abolition de l'esclavage. Elle profite, non plus aux Portugais, mais aux Anglais qui en plus du marché interne portugais contrôlent maintenant le marché d'un Brésil devenu indépendant. Au Portugal, étant donnée l'élasticité de la demande que ces envois déterminent, c'est encore l'industrie étrangère qui est favorisée en premier lieu.

Dans la pratique, l'argent du Brésil payé à Londres ne devait pas arriver à "entrer" au Portugal, servant simplement à diminuer la quantité d'argent qui sortait pour payer notre dette croissante à l'égard de Londres.

Pereira 1971: 290

La contradiction fondamentale se reproduit bien sûr dans un contexte de contradictions croissantes, reflet d'un choix politique et économique qui a exclu toute réforme de fond. L'équilibre instable auquel on est parvenu ne résistera pas à la diminution progressive des achats britanniques de produits agricoles portugais, et surtout à la crise de 1890 où, sous l'effet de la baisse du taux de change brésilien, l'importance des envois monétaires des émigrants diminue, mettant le pays au bord de l'asphyxie.

Dans les décades qui vont suivre le Portugal tentera d'atténuer sa dépendance. La politique autarcique, destinée à en modérer les effets sera cependant grandement gênée par les dettes à honorer (celles-ci étant source d'accumulation primitive pour les Anglais) et par la subordination aux nécessités de l'importation. Cette époque corespond aussi à une longue période de crises politiques internes et externes: la monarchie perd du prestige; viennent ensuite les guerres, les après-guerres. Il est difficile dans ces conditions de parler de politique économique délibérée. Les tendances ne peuvent cependant nous échapper. La stagnation générale devient tactique de développement stratégique du capitalisme: tout en se prétendant "essentiellement agricole", le Portugal cherche surtout à encourager les tendances monopolistes des principales entreprises nationales, en se basant sur une utilisation maximale de la force du travail. Si la force de l'impact migratoire s'auto-entretient, contrariant parfois même le secteur agricole destiné au marché auquel la main-d'oeuvre vient à manquer, la petite paysannerie sert maintenant surtout à fournir la main-d'oeuvre nécessaire à l'industrie naissante: ce demi-prolétariat, qui ne présente pas les inconvénients d'une force de travail libre, empêche la montée d'une classe ouvrière et de son potentiel révolutionnaire et permet, encore une fois, de reporter ou de réduire la nécessité d'investissements productifs. La contradiction oppose ainsi progressivement les agriculteurs au grand capital financier et industriel portugais qui s'alliera bientôt à l'oligarchie foncière (dont la production sera à son tour vue en termes de marché pour l'industrie). On peut dire que cette politique mène aux années soixante, époque à laquelle les tendances s'accélérent de même que les contradictions, le rapprochement avec l'Europe sous forme de liens inégaux deviendra à nouveau inévitable.

Déjà à partir de 1950 la situation se détériore et dès la fin de la décennie, alors que s'impose une augmentation de la productivité au travail, "l'auto-subsistance, dans la mesure où elle empêche l'interdépendance de l'agriculture et de l'industrie nécessaire au déclenchement du progrès économique, n'a pas de défense" (Castro Caldas in Villaverde Cabral 1974:537). Ainsi après avoir été la condition de leur expansion, la petite paysannerie devient une entrave au renforcement des tendances monopolistes des principales entreprises nationales. Il va falloir faciliter la sortie des excédents de la population rurale. L'exode jouera un rôle primordial dans l'économie du Portugal à partir des années soixante.

dehors de certains secteurs subsidiaires, est de plus en plus marginalisée. En exacerbant la concurrence, l'exode favorise la concentration et la fusion des entreprises. Il constitue également une solution aux tensions sociales qui empêchent le processus expansionniste et l'ajustement néo-capitaliste. En augmentant le pouvoir d'achat des familles qui reçoivent de l'argent de l'étranger, on favorise non seulement l'industrie nationale — concentrée dans les régions développées (ce qui accentue encore les déséquilibres régionaux) — mais on favorise aussi l'industrie étrangère. Les Portugais achètent en effet chaque fois davantage à l'extérieur: en 1975, par exemple, on importe plus de la moitié des produits alimentaires consommés. Les "remessas" — envois monétaires des émigrants — contribueront comme toujours à couvrir le déficit de la balance des paiements qui s'accroît. Au vu du rôle vital que les produits importés jouent dans l'approvisionnement du pays, il est facile pour les pays exportateurs d'assortir ce commerce de conditions politiques et économiques. Par ailleurs, la petite paysannerie garantit encore la reproduction d'une force de travail à des coûts extrêmement bas, sinon nuls, pour les industries nationales ou étrangères, alors qu'une orientation de la production agricole vers le marché, en provoquant une hausse des salaires, aurait eu des répercussions fâcheuses sur les coûts de production.

Résultat d'une prolétarianisation déséquilibrée et d'un développement nettement contradictoire des forces productives, l'émigration, en favorisant le développement inégal, va jouer un rôle de plus en plus complexe. Le Portugal ne résistera d'ailleurs pas à la crise européenne, surtout britannique (les Anglais absorbaient une partie importante des exportations portugaises) des années soixante-dix. On peut se demander alors quel est le sort réservé à la rente foncière, car ce qui est significatif c'est le fait du renforcement des liens avec l'Europe, autrement dit l'abandon d'une politique qui, sous Salazar encore, se voulait nationaliste, qui va de pair avec la nécessité de mettre fin à la forme de production de la petite paysannerie.

▣ Le sort de la rente foncière

L'idée d'un Portugal colonisé est la clef de toute étude sur la rente foncière prélevée sur la petite paysannerie. Reflet du développement du capitalisme dans l'ensemble de la formation sociale — comme le disait Gutelman — la rente devait logiquement refléter l'immobilisme d'un mode de production où richesses d'Outre Mer et émigration ont servi de succédané au développement, tout en accroissant la dépendance du Portugal vis à vis de l'extérieur. Une fois comprises les contradictions spécifiques opposant le Portugal au colonialisme puis à l'impérialisme étranger, le moment est venu, pour parler de la rente, de faire l'analyse des contradictions internes propres à la forme de production de la petite paysannerie. C'est en effet par le jeu de ces contradictions internes et de leur utilisation plus ou moins grande par les groupes au pouvoir, que l'on pourra se rendre compte de la manière dont s'opère la subordination de la petite paysannerie à un mode de production

dominant. Nous croyons que la contradiction a toujours opposé cette petite paysannerie à une oligarchie nationale, celle-ci étant bien plus commerçante, bancaire ou industrielle que foncière. Nous considérons donc comme tournant crucial de l'histoire de la petite paysannerie, non pas le développement du capitalisme agricole (dans ses diverses tentatives), mais le moment où on a vu cette forme de production se transformer de condition en entrave à la reproduction du mode de production dominant. L'analyse qui suit de la rente foncière portera sur les périodes précédant et suivant ce tournant.

La reproduction de la petite paysannerie comme condition d'expansion du mode de production dominant

Avant les années soixante, l'émigration au Portugal se fait toujours avec l'idée d'un retour à la terre. Dans cette perspective, on émigre de façon saisonnière vers les secteurs de la production agricole pour le marché, on part vers les villes ou, parfois en dernier ressort, on va à l'étranger. Depuis des décennies, d'immenses quantités d'argent provenant des économies des émigrants, les "remesses", ont été injectées dans l'économie du pays lui assurant ainsi une source de revenus invisibles. Pour voir comment ce tour de force a réussi et étant donnée l'importance de l'émigration, c'est surtout à la forme de rente attachée au type de paysannerie qui se destine à l'étranger que nous porterons notre attention. Bien qu'il soit difficile de faire la part de l'importance respective des différentes formes de rente, le rôle primordial de ce type d'émigration au Portugal ne peut que nous confirmer dans l'insistance apportée à ce choix. Nous tiendrons compte, cependant, du fait que d'autres formes la complètent ou encore peuvent entrer en alternance avec elle.

• La propriété parcellaire

En ne faisant pas de son vivant de passation de pouvoirs, le chef de la petite exploitation agricole contribue surtout au maintien du *statu quo* économique et au départ de sa descendance. A sa mort, l'héritier est en effet trop âgé pour apporter un esprit novateur à l'entreprise et ses propres fils, à l'âge entreprenant, seront plus portés à partir qu'à se soumettre sans compensation: dépendant de son père jusqu'à la mort de celui-ci, sans autre rémunération que la nourriture et le logement, le jeune paysan a peu de possibilités d'améliorer ses conditions de vie, même quand des progrès sont apportés au rendement de l'exploitation. Il part donc travailler pour préparer son retour vers une terre sur laquelle il aura des droits un jour, car ce sont ses économies qui fournissent au chef de l'exploitation le numéraire destiné à compenser le déficit de la production et à acheter des biens de première nécessité. Ces économies mettront donc celui qui les expédie à sa famille sur le même pied d'égalité, face à l'héritage, que celui qui a continué à travailler avec le père, ou encore lui serviront à son retour, à s'acheter une nouvelle exploitation. On sait que de toute façon il doit absolument payer pour la

terre qu'il travaille. Tout cela n'est cependant possible que grâce aux efforts de l'ensemble de la famille restée au pays, père, frères — même mineurs — et femmes dont la présence n'est pas seulement capitale par leurs activités agricoles et domestiques; alors que la famille est pénalisée par le départ de jeunes travailleurs en pleine force de l'âge, la femme assure une main-d'oeuvre renouvelée, car dans certaines régions l'enfant n'appartient pas au père mais à la mère, ou mieux encore à sa famille; la jeune femme permet encore d'assurer, dans certains cas, les prestations en travail d'un gendre, ce qui explique parfois la transmission du métayage de beau-père à gendre, mais c'est là anticiper sur une autre forme de rente.

Plutôt que d'un surtravail futur, comme le décrit habituellement l'analyse marxiste orthodoxe, le paysan, du fait qu'il a émigré et envoyé des fonds, a donné lieu au prélèvement d'un surtravail passé auquel s'est ajouté le fruit des efforts de l'ensemble de la famille. Cette rente foncière correspond aux intérêts qu'il a dû payer à la seule fin d'avoir à son retour une terre à travailler, soit pour permettre la reproduction de l'exploitation familiale, soit pour acheter sa propre part. Dans la mesure où la part la plus importante de ces intérêts est accumulée en dehors de la sphère agricole, la propriété foncière ne fonctionne que comme appât, comme but de retour et non en tant que principale forme de soumission au mode de production dominant. Ce type de rente exige une forme de production où prévalent stagnation et émigration. On peut d'autant plus parler d'exploitation qu'à chaque génération tout doit recommencer: nous avons vu comment stagnation et émigration ont été des tactiques, d'abord d'accumulation primitive puis de développement stratégique du capitalisme, et ceci malgré les phases de développement de la production pour le marché et l'institution de secteurs privilégiés. Dans la mesure où, dans la réalité, le nombre de retours n'a en général fait que décroître par rapport à celui des départs, le mythe du retour a présenté des avantages surtout pour les groupes dominants: ainsi, quand apparemment le gouvernement entrave le recours légal à l'émigration, il encourage un exode exclusivement masculin (en élevant les risques et les frais de départ) qui, non seulement stimule l'envoi de "remessas" pour la femme ou la fiancée laissée au pays, mais encore garantit la reproduction d'une forme de production dont les avantages ont déjà été décrits. Dans la période précédant les années soixante, la reproduction de la petite paysannerie garantit paradoxalement le développement d'une politique nationaliste, d'un mode de production dominant qui a intérêt à reporter ou à réduire les investissements productifs au Portugal.

- Le métayage

D'autres formes de rentes, liées à la terre, sont connues parmi la petite paysannerie. C'est ainsi que nous parlerons du métayage dans la mesure où, en nous maintenant dans cette forme de production non destinée au marché, nous pourrions ajouter de nouveaux éléments à la compréhension de sa forme de soumission à un mode de production dominant.

Dans le cas du métayage, les propriétaires fonciers dans les secteurs de la petite paysannerie, ne voient leurs biens fructifier dans le contexte de stagnation générale qu'en raison de frais minimes d'investissement et d'une main-d'oeuvre très docile. Or, une loi sur le partage égal (1867), qui fit diminuer à chaque génération les lots individuels des petits paysans⁶, fait que, n'étant pas encore un prolétaire, le paysan qui tient à son lot et veut éviter l'émigration se laisse assujétir à des prestations très peu avantageuses. C'est un principe qui "provoque une stagnation technique et sociale... et sous-entend nécessairement toutes sortes de contraintes "extra-économiques"" (Lénine 1899:220): servitude et dépendance personnelles vis-à-vis du propriétaire foncier. Mais comme le manque de garanties pousse le métayer à tirer, tant que dure son contrat, le maximum des terres et à les épuiser, de nombreux propriétaires fonciers perçoivent des rentes pratiquement nulles qui les encouragent souvent à abandonner la production ou encore à reconvertir leurs terres (par exemple en bois destiné à la coupe). Essentiellement facteur de stagnation, le métayage cadre donc parfaitement dans notre analyse de la contradiction fondamentale.

La faiblesse de la conjoncture économique explique ainsi l'existence assez contradictoire de propriétaires fonciers plus riches en terres que la moyenne mais incapables de se hisser à un niveau supérieur de production parce que leurs biens ont du mal à fructifier. Une telle situation n'est justement possible que parce que la propriété foncière n'est pas la principale forme de soumission au mode de production dominant. Le retard du capitalisme dans cette sphère agricole par le maintien de formes de production sclérosées et leurs contradictions, est donc la condition de la reproduction d'un mode de production qui s'appuie, à chaque génération, sur la vente au dehors de la force de travail de un ou plusieurs membres de chaque famille paysanne. Le secteur de la petite paysannerie a ainsi joué un rôle tout particulier dans la politique de non investissement productif dans le pays, comme élément de réajustement constant d'une structure économique prête à éclater. En émigrant, en empêchant la constitution de différentes classes, artisanale, manufacturière et plus récemment ouvrière, ce secteur a joué, au long des siècles, un rôle décisif dans le maintien au pouvoir de classes dominantes qui n'ont pas transformé les profits accumulés en facteurs d'expansion réelle pour la vie économique du pays, et dans l'importance de la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Cependant, à partir du moment où après avoir été la condition de son expansion, la petite paysannerie, dans les années soixante, devient une entrave au développement du capitalisme, on assiste à la confrontation de nouveaux intérêts et à la remise en question des anciennes alliances.

La reproduction de la petite paysannerie comme entrave à l'expansion d'un mode de production dominant au Portugal

Bien qu'à partir de cette période le nombre des petites exploitations diminue de façon considérable, les "remessas" continuent d'affluer au Portugal. Il reste en effet dans les villages beaucoup de parents à qui envoyer de l'argent. Bien que rien ne l'empêche de s'acheter des terres, la dépayssation est si forte et la main-d'oeuvre tellement hors de prix, qu'il faut à l'émigrant de nouvelles motivations pour rapatrier ses économies, car les femmes, maintenant, émigrent elles aussi avec la permission des autorités, ce qui est fort révélateur.

Quelles que soient ses conditions de vie à l'étranger, l'émigrant des années soixante retourne de moins en moins travailler à la terre. Sorti de la misère grâce à l'émigration, c'est maintenant un petit bourgeois qui revient, soit en vacances, soit définitivement, étaler sa nouvelle position sociale et rien n'est laissé au hasard pour que ce statut soit confirmé. Toutes les facilités lui sont en effet accordées pour qu'il investisse au Portugal. Pour cela, il faut qu'à l'étranger l'émigrant soit encadré et associé à la vie portugaise. En dehors du rôle des banques, nous soulignerons celui de l'Eglise qui n'hésite pas à envoyer ses prélats fonder des paroisses dans les principaux centres d'émigration. En remplaçant par un nouveau l'ancien mythe du retour à la terre, on disloque une forme de production dépassée et on diminue l'importance d'une forme de rente.

• La propriété parcellaire

L'envoi de "remessas" se fait essentiellement en échange du numéraire dont ceux qui demeurent sur l'exploitation ont besoin pour payer l'impôt, les taxes, mais surtout pour combler un déficit qui s'aggrave jusqu'au jour où, déclarant faillite, ils vendront tout et, à leur tour, s'en iront. Souvent, seuls resteront ceux qui sont trop vieux pour entreprendre une nouvelle vie. La poursuite des activités agricoles se fait donc sans garantie et de plus en plus en échange du départ des membres masculins et féminins les plus actifs de l'exploitation. La subordination des liens qui relie le chef de l'exploitation au mode de production dominant se relâche et, plus que jamais, on assiste au spectacle donné par des pères de famille courroucés qui se plaignent de l'insuffisance du montant des "remessas". La diminution du rôle du père dans l'unité domestique est indéniablement liée à la fin d'un mythe entretenu depuis des siècles: celui du retour à la terre. Comme nous l'avons vu, on y a trouvé des palliatifs. Le processus est cependant loin d'être terminé, ce qui confère au type de rente qui y est attaché une importance d'autant plus grande que l'Europe entre en crise et qu'il va falloir prendre position à l'égard de tout un secteur paysan encore très représentatif.

La transformation des contradictions est parfois mise à profit par une minorité d'agriculteurs qui est à même, alors que la majorité s'appauvrit, de

s'enrichir soit par l'amélioration des techniques, soit en volant un patron peu vigilant et crédule dans le cas du métayage. Mais il est erroné de les voir autrement que comme des exceptions. A moins d'avoir eu la chance de viser juste et de s'agrandir, leur situation, s'ils investissent dans l'agriculture, ne se règle que pour leur génération: à la mort du chef de famille, les fils devront faire face au cycle constant du partage, du prix de la terre, c'est-à-dire à nouveau au surtravail qui absorbera toute la rentabilité de l'entreprise. La majorité reste dans la misère et s'enferme dans un système qui se veut autarcique et méfiant à l'égard de toute dépendance (fisc, crédit...), lot qui est le sien depuis des générations et qu'on sait être parfaitement illusoire.

- Le métayage

La classe des propriétaires fonciers, dont les biens n'ont fructifié qu'en raison de frais minimes d'investissement, dans un contexte qui n'exigeait pas le développement des forces productives, se heurte à la montée, lente encore mais puissante, d'une classe de propriétaires fonciers produisant pour le marché. La reconversion en faveur du marché est difficile pour l'ancienne oligarchie foncière car elle nécessite beaucoup d'argent et des infrastructures sous-jacentes. Pour enrayer la fuite de la main-d'oeuvre de leurs terres ils tenteront de la retenir en créant des métiers d'appoint ou bénéficieront de l'existence de celles qui ont déjà été créées. On assiste ainsi, dans les années soixante, à la prolifération de petites industries fonctionnant en dépit de toutes les lois du marché. Le métier d'appoint joue donc un rôle extrêmement contradictoire en prolongeant la poursuite d'une activité agricole destinée à disparaître pour permettre l'expansion de la grande industrie monopoliste nationale.

Devant la confrontation de tendances diverses, la remise en question des anciennes alliances, devant une politique souvent peu tranchée par rapport à une "situation d'intérêts qui entrent en conflits les uns avec les autres, même au niveau des entreprises... (par rapport à des) classes dominantes qui sentent la nécessité de faire des altérations déterminées, mais qui ensuite, quand elles commencent à en voir les effets, craignent que ceux-ci ne dépassent leurs prétentions et ne puissent être contrôlés" (Castro 1973:66-68), c'est-à-dire devant le reflet de contradictions croissantes, on ne peut imaginer, pour la petite paysannerie, équilibre plus instable.

☒ Conclusion

Une prolétarianisation à grande échelle est donc possible là où la propriété foncière ne joue pas le rôle central. En entretenant la stagnation, en assurant une partie de l'entretien et de la reproduction de la force de travail à des coûts extrêmement bas, en faisant bénéficier le pays exportateur de main-d'oeuvre d'envois monétaires suffisamment importants pour contribuer

à compenser le déficit de la balance commerciale, l'existence d'une forme de production non insérée dans la production capitaliste explique ainsi sa soumission à un mode de production dominant. Suivant un jeu d'intérêts dépendant de la contradiction fondamentale, la rente liée à la propriété foncière s'allie au Portugal à un autre type de rente, jusqu'à présent ignoré, qui a pour condition une forme de production stagnante exigeant la vente, à chaque génération, de la force de travail de membres d'une même famille de petits paysans.

De la même manière que l'on peut comparer, aux XVII^e et XVIII^e siècles, la rente foncière dans certains pays méditerranéens en relation avec l'expansion coloniale britannique, on peut aujourd'hui établir la même relation entre certains pays d'agriculture vivrière (où la force de travail émigrée est devenue une marchandise) et l'impérialisme. En nous référant plus spécifiquement à la rente foncière, nous avons cherché à approfondir au Portugal l'idée ébauchée, par rapport à certains pays africains, par Rey, Samuel et Le Bris (Rey 1976). Nous espérons ainsi contribuer à l'élargissement de cette problématique, dans la mesure où la question de l'émigration, comme effet de la domination impérialiste dans les campagnes, commence à peine à être posée. Peut-être avons-nous été un peu plus loin: en effet, nous estimons que pousser les recherches dans le sens d'une décomposition telle que Lénine la définit, peut mener à la méconnaissance de nombreux conflits et types d'accumulation, à la méconnaissance de mécanismes profonds qui ont amené certaines sociétés rurales de pays sous-développés à se soumettre au capitalisme. Dans le cas d'une tentative, même partielle, de mise en échec du capitalisme comme ce fut le cas au Portugal⁷, une telle erreur n'aurait-elle pas eu, ne serait-ce que comme outil pour une bourgeoisie toujours dominante, quelque influence sur l'échec de la politique agraire?

Bien que nous ne prétendions pas faire le procès des événements, il est impossible, par suite de nos conclusions, de ne pas penser au piège que représente une réforme agraire qui s'attaque, pour beaucoup de paysans, à un aspect secondaire de la rente, celui lié à la propriété foncière. Loin de permettre la solution des problèmes de fond, cette réforme risque même de contribuer à détruire l'équilibre instable dans lequel essayait de survivre la petite paysannerie aux prises avec des contradictions croissantes. Si nous ajoutons à cela de nombreux problèmes tactiques dûs à l'inefficacité de l'appareil administratif ou à la désorganisation des circuits de production, toutes les conditions étaient réunies pour que la petite paysannerie, indépendamment de certaines différences internes, se soit dans son ensemble soulevée contre le processus en cours. Sa situation économique était devenue désastreuse et se détériorait au fur et à mesure que, sous le prétexte apparent d'une lutte contre les latifundiaires, les salaires réels des ouvriers agricoles du Sud augmentaient. Ayant compris dans toute son assertion l'inégalité de la situation, la petite paysannerie, menacée dans sa survie, donna alors tout son sens à l'expression si rabâchée de "lutte de classes" et partit en guerre: le 25

novembre 1975 a été sa victoire contre le projet communiste avant d'être celle de la bourgeoisie qui, bien sûr, n'a pas manqué de l'exploiter à son profit.

Ainsi la tendance trop généralisée de la part des chercheurs, qui insiste sur une orthodoxie non légitimée dans le cas des sociétés paysannes où prédominent encore certaines formes non capitalistes de production, peut comme nous venons de le voir cacher certains aspects fondamentaux de la rente prélevée sur le dos de la petite paysannerie. Il apparaît donc essentiel d'approfondir les mécanismes fondamentaux de soumission des sociétés paysannes aux groupes dominants.

NOTES

1. La plupart des idées exposées dans cet article résultent d'une recherche développée dans une maîtrise en anthropologie à l'Université Laval.

2. Il nous est difficile d'en parler en termes statistiques. En tout cependant, le nombre des petites et moyennes exploitations s'élève à 99.3% du total et couvre 54.7% du total de la superficie cultivée. Le nombre de petits et moyens agriculteurs est supérieur à 47% du total de la population active agricole. Parmi ceux-ci, 81% se concentrent fondamentalement dans les districts de la moitié nord du pays (nous ne nous occuperons pas ici de la petite propriété dans l'extrême sud du Portugal). Quant au prolétariat rural, il représente près de 50% du total de la population active agricole et se concentre fondamentalement dans la moitié sud du pays, (chiffres *Arma Critica* 1976).

3. Parmi ces rapports citons l'importance du type même des prestations, de la fixation au lot ou encore, par opposition à la presque inexistence d'activités auxiliaires, du gagne-pain d'appoint. A cela se rattachent, bien sûr, la faiblesse des forces productives, le type même de petite propriété qui ne favorise pas la mécanisation, la faible division sociale du travail et la nature élémentaire de l'exploitation, à travers des rapports de production précapitalistes qui, à leur tour, ne manqueront pas de se refléter sur les rapports de circulation.

4. Le terme de bourgeoisie productive s'oppose, dans le cadre de cette recherche, à une bourgeoisie ou à une oligarchie mercantile qui se contentent d'expatrier ou de s'approprier les profits sans souci d'investissement productif.

5. "La contradiction fondamentale, le rapport de production fondamental d'un mode de production donné, c'est, pour reprendre la formule de Marx... "la forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs"; ...nous appellerons ce rapport à la suite de Marx également, le rapport d'exploitation; ce rapport comprend deux aspects articulés: l'extorsion proprement dite et sa forme économique spécifique, le rapport spécifique de domination de la classe dominante sur la classe dominée; ce dernier rapport détermine les autres rapports de productions...et les procès de travail et est déterminé par le rapport d'extorsion" (Rey 1976:60).

6. Le régime des successions de 1867, en faisant appliquer avec férocité la loi du partage égal, rend les exploitations ainsi divisées économiquement peu viables.

7. Suite à la prise du pouvoir par le Mouvement des Forces Armées (MFA) le 25 avril 1974, mais plus précisément après le 11 mars 1975 (institutionnalisation du MFA), on a assisté, au Portugal, à un enchevêtrement de la domination bourgeoise et d'un gouvernement de gauche.

BIBLIOGRAPHIE

- ALMEIDA C. et A. Barreto
1974 *Capitalismo e emigração em Portugal*. Lisboa: Prelo Cadernos de Hoje, 10.
- AMIN S. et K. Vergopoulos
1974 *La question paysanne et le capitalisme*. Paris: Anthropos.
- ARMA CRITICA
1897 *Revista dos estudantes do Instituto Superior de Economia*, 5.
- BANDARRA A. et N. Jazra
1907 *A estrutura agrária portuguesa transformada?* Coll. século XX-XX. Lisboa: Iniciativas editoriais.
- BENETTI C.
1974 *L'accumulation capitaliste dans les pays sous développés*. Paris: Anthropos.
- CASTRO A. et N. Jazra
1973 *Evolução da economia portuguesa*. Lisbonne: Seara Nova, Cadernos.
- CASTRO CALDAS E. et M. Santos Loureiro
1963 *Níveis de desenvolvimento agrícola no Continente português*. Lisboa: Fund. C. Gulbenkian Leea.
- CAVAILHES J.
1976 "L'analyse léniniste de la décomposition de la paysannerie", *Critiques de l'économie politique*, 23: 110-142.
- CUNHAL A.
1968 *A questão agrária em Portugal*. Rio de Janeiro: Ed. Civilização Brasileira S.A.
- GODINHO V. MAGALHAES
1975 *Estrutura da antiga sociedade portuguesa*, Coll. Temas Portugueses. Lisboa: Arcadia.
- GUTELMAN G.
1974 *Structures et réformes agraires – Instruments pour l'analyse*. Paris: François Maspéro.
- LÉNINE V.
1969 *Le développement du capitalisme en Russie*, tome 3. Moscou: Editions du Progrès.
- PEREIRA M. HALPERN
1971 *Livre Câmbio e desenvolvimento económico – Portugal na segunda metade do século XIX*. Lisboa : Ed. Cosmos.

- REY P.P.
1976 *Capitalisme négrier – La marche des paysans vers le prolétariat.* Paris: François Maspéro.
- ROSA E.
1974 *Problemas actuais da economia portuguesa.* Lisboa : Seara Nova.
- SERRAO J.
1974 *A emigração portuguesa – sondagem histórica.* Coll. Horizonte, 12. Lisboa: Livros Horizonte.
- VILLAVERDE CABRAL M.
1974 *Materiais para a história da questão agrária em Portugal, séc: XIX et XX,* Coll. Civilização portuguesa. Porto: Editorial Inova.